



Montreuil, le 12 juillet 2024

Lettre ouverte au président de la République

Monsieur le président, par votre lettre ouverte aux français, vous méprisez une fois de plus la démocratie !

Par la dissolution de l'Assemblée Nationale vous avez souhaité une clarification de la politique française. Désormais, cette clarification vous l'avez.

Le résultat des élections législatives est sans appel : il s'agit d'un rejet de votre politique néolibérale et sécuritaire qui n'a cessé de renforcer l'extrême droite en France. Malgré une participation en hausse, votre coalition passe de 245 à 168 sièges. Quelques soient les interprétations, il faut se rendre à l'évidence, il y a plus de 16 millions d'abstention et au moins 21 millions d'électeurs qui souhaitent une autre politique. C'est un revers sans ambiguïté pour votre camp mais aussi pour la politique que vous menez.

Monsieur le président, vous devez entendre la colère des français mais surtout, leur volonté de changement. A défaut, vous faites le choix délibéré d'envoyer le pays directement dans les bras de l'Extrême Droite pour les prochaines présidentielles.

En conditionnant la nomination d'un nouveau 1er ministre à l'élaboration d'une large majorité parlementaire, vous niez le résultat du vote et vous méprisez une fois de plus la démocratie.

Si trois forces parlementaires se dégagent de ces élections, une est arrivée en tête et doit gouverner pour proposer le changement demandé par les concitoyens. A quoi cela sert de jouer, si vous ne respectez pas la règle du jeu ?

Dans l'intérêt supérieur de notre République, votre gouvernement doit donc être dissout dans les plus brefs délais et toutes les réformes en cours doivent être suspendues.

Une fois de plus, cette politique, les français n'en veulent plus. Vous détruisez progressivement ce qui fait une des particularités de notre modèle social. Alors que les besoins sont immenses, votre politique poursuit et accentue la déliquescence de notre Service Public. Au lieu de le renforcer et de le développer, vous détruisez ce qui fait sens et qui participe à la fierté des français d'appartenir à ce pays.

Au niveau de la Justice, les moyens obtenus ne sont pas mis au service du public et de ses agents. Les choix budgétaires mettent la priorité sur une politique toujours plus sécuritaire, particulièrement coûteuse et surtout inefficace. Aussi, la CGT PJJ dénonce une politique d'affaiblissement démocratique au sein de nos institutions. La suppression des CHSCT et des principales prérogatives en CAP, témoignent à elles seules d'une volonté d'écarter les syndicats de la vie institutionnelle. Notre syndicat vous rappelle qu'il n'y a pas de démocratie sans équilibre des forces. Le nier ne fera que conforter l'extrême droite dans sa conception du pouvoir.

Monsieur le président, la CGT PJJ souhaite prendre part à ce changement et nous vous proposons de nous rencontrer rapidement pour vous faire part de propositions afin d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du service public de la Justice des mineurs.

Veillez croire, monsieur le président de la République, en notre profond attachement au service public de la Justice.

Josselin Valdenaire
Secrétaire Général UNS CGT PJJ

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Josselin Valdenaire'.

CGT PJJ – case 500 – 263, rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
Tél. Portable : 06 33 33 02 50

E-mail : national@cgtppj.fr – Site internet : www.cgtppj.org – Facebook : CGT PJJ - Instagram : CGT PJJ